« Paul Biya dilapide l'argent des Camerounais à Genève »

L'Hôtel Intercontinental de Genève. Photo: FBradley Roland, Voix d'Exils

Le 19 janvier dernier, des membres de la diaspora camerounaise ont mené une action internationale pour tenter de déloger le président Paul Biya de l'Hôtel Intercontinental de Genève et alerter l'opinion publique mondiale sur la situation catastrophique du Cameroun. Selon la diaspora camerounaise, Paul Biya louerait à l'année un étage entier de cet hôtel de luxe genevois pour lui et une cinquantaine de proches aux frais du contribuable Camerounais. Un train de vie opulent qui contraste fortement avec la misère de son pays, qu'il dirige d'une main de fer depuis plus de 30 ans, et qui s'enfonce dans un désastre socio-économique.

Ils sont venus à Genève des quatre coins du globe : du Canada, des États-Unis, de Belgique, de France et de Suisse pour « déloger » Paul Biya de l'Intercontinental et attirer l'attention de l'opinion internationale sur la situation qui sévit au Cameroun. Un beau pays, très riche en ressources naturelles, appelé l'Afrique en miniature de par sa diversité ethno-culturelle. Mais, selon ces militants qui se sont rendus à la cité de Calvin du 16 au 19 janvier dernier, « il est temps de faire quelque chose avant qu'il ne soit trop tard. Car le Cameroun va mal, très mal ».

La misère criante du peuple camerounais

Les populations tirent le diable par la queue et le panier de la ménagère se vide jour après jour. « Depuis plusieurs mois,

la grande majorité des Camerounais luttent pour avoir une baguette de pain au petit déjeuner. Le prix des produits de première nécessité augmente à un rythme exponentiel, enfonçant le contribuable dans une misère ambiante. La gabegie des dirigeants est dégoutante », nous confie un français marié à une Camerounaise. Il y a plus de deux ans le Fonds Monétaire International (FMI) dressait un rapport « d'une rare sévérité » sur la gestion économique du Cameroun. « La liste des critiques adressées aux dirigeants Camerounais est très longue. Les experts du FMI relèvent pêle-mêle le manque d'infrastructures, la piètre gouvernance et le mauvais climat des affaires », dont le résultat est aujourd'hui « la stagnation économique du pays et sa vulnérabilité à la récente crise financière », relève Radio France Internationale, dans un article d'août 2010.

« Un étage entier de l'Hôtel Intercontinental de Genève loué à l'année »

Pendant ce temps, Paul Biya se prélasse dans l'un des hôtels les plus chers du monde… l'Hôtel Intercontinental de Genève où, selon nos sources, il louerait tout le 6ème étage à l'année et ce, pour une somme pharaonique. Une enclave cossue de Genève des bords huppés du Lac Léman. Un havre de bonheur des grands de ce monde : princes arabes à la pelle, hommes d'états, hommes d'affaires triés sur le volet. Bill Clinton y a d'ailleurs séjourné. Herbert Schott, après avoir passé 35 ans à la tête de l'Hôtel Intercontinental de Genève, jusqu'en 2002, raconte des dizaines d'anecdotes à propos de ses clients les plus célèbres, dans son livre intitulé « L'HÔTELIER », paru en 2007. L'on peut lire que parmi les 157 chefs d'Etats ayant séjourné lors de sa direction à l'Hôtel Intercontinental, Paul Biya est celui qui l'a le plus marqué. Quant à ses trois enfants, ils ont également leur place dans le paradis lémanique, où ils étudient dans le très select Collège du Léman, à Genève. Un établissement scolaire haut de gamme dont les frais de scolarité et d'internat coûtent la

bagatelle de 78’000 euros par année et par étudiant, selon Jeune Afrique. « Comment peut-on s’offrir un luxe aussi insolent, quand le pays qu’on dirige est classé PPTE (Pays Pauvre Très Endetté) par les institutions de Bretton Woods » ?, s’offusque un activiste, du nom de Thierry, avant d’ajouter que « Paul Biya est dangereux, méchant et sanguinaire et qu’il faut à tout prix l’empêcher de noyer, de détruire le Cameroun par tous les moyens possibles ». Une situation et un comportement que la plupart des Camerounais trouvent choquants, voire insultants, car la grave crise économique mondiale qui sévit actuellement a aussi des répercussions sur l’Afrique et le Cameroun n’est pas épargné.

«Tentative désespérée pour déloger le dictateur par la force »

De quoi expliquer la colère des activistes qui se sont rendus à Genève pour protester contre Paul Biya et dont certains n’ont pas hésité à pénétrer dans l’Hôtel Intercontinental, le 19 janvier dernier, lors d’une tentative désespérée pour «déloger le dictateur par la force ». « Nous avons expliqué au personnel et aux dirigeants de cet hôtel que l’argent que Biya et ses amis dépensent dans cet hôtel appartient au peuple Camerounais», tonnaient en chœur quatre activistes Camerounais qui ont pu pénétrer à l’intérieur de l’établissement avant d’être stoppés net par des policiers suisses et la sécurité de l’établissement. Ils ont juré qu’ils le « traqueront partout où il ira gaspiller l’argent des Camerounais ».

Une lettre rédigée par un collectif au nom de « Cameroun libre » a d’ailleurs été envoyée aux autorités Suisses, pour demander l’expulsion de Paul Biya du territoire helvétique. « L’hôtel Intercontinental de Genève se fait complice dans l’accentuation de la misère et la clochardisation du peuple Camerounais. Nous invitons les Camerounais, les amis de Camerounais, les Suisses, et le monde entier à ajouter leur voix à la campagne pour demander à cet hôtel de ne plus accepter Biya et ses amis comme clients. Nous devons

clairement faire savoir aux dirigeants de l'Hôtel Intercontinental que le peuple Camerounais ne va pas se taire, tant qu'ils choisiront de participer au pillage de notre pays », concluaient les activistes.

FBradley Roland

Membre de la rédaction vaudoise de Voix d'Exils

« Je parle des Camerounais pour lesquels boire de l'eau potable est devenu un luxe »

« Je ne parle pas du Cameroun des courtisans du président, des opportunistes qui l'entourent, qui lui sont proches, des vautours (ministres, directeurs généraux, et autres conseillers) qui n'attendent que le moment venu (après la mort du président) pour sauter dessus et prendre le relais.

Je parle des Camerounais qui n'ont plus aucun espoir dans la vie malgré tous leurs efforts.

Je parle des Camerounais de la capitale et de la majorité des villes Camerounaises pour qui boire de l'eau potable est devenu un luxe.

Je parle du Cameroun de l'insécurité, du trafic d'organes humains, de la corruption endémique, du tribalisme, de la pédophilie et devant lesquels les pauvres citoyens-immigrés que nous sommes sont devenus impuissants.

Je parle des Camerounais qui vivent dans un pays ou l'anarchie est devenue la règle. Oui, au Cameroun, les gens sont tués et mutilés dans une indifférence à faire froid dans le dos.

Je parle des Camerounais qui n'éprouvent plus aucune émotion devant la violence.

Je parle des Camerounais qui vivent dans un pays où les hôpitaux publics sont devenus des mouroirs.

Je parle des Camerounais qui subissent une injustice flagrante sans qu’aucun de leurs bourreaux ne soient inquiétés.

Je parle du Cameroun ou les journalistes, écrivains, et autres penseurs sont arrêtés, emprisonnés, certains sont morts en prison.

Je parle des Camerounais qui, malgré des diplômes universitaires, bravent les mers du monde pour fuir la terre de leurs ancêtres et subissent l’humiliation à travers le monde.

Je parle de ce pays où la promotion au mérite a été enterrée depuis très longtemps.

Je parle de ce pays sans modèles ni héros.

Je parle de ce pays où rien ne marche et où le temps s’est arrêté.

Je parle de ce pays dont les talentueux enfants à travers le monde sont tout simplement oubliés pendant que d’autres profitent de leurs compétences. Les sportifs, médecins, journalistes, ingénieurs Camerounais n’hésitent plus à prendre la nationalité de leurs pays hôtes.

Je parle de ce pays dont le vide institutionnel est à l’origine de toutes les dérives. Un pays pris en otage par une poignée de Camerounais (un homme et sa famille) depuis plus de trente ans ».

Propos d’un activiste Camerounais d’une trentaine d’années vivant aux États-Unis qui a fait le déplacement pour participer à l’action internationale de Genève du 19 janvier dernier.